

LA LITTÉRATIE COMME SOURCE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Analyse économique
réalisée par Pierre Langlois,
M.Sc. Sciences économiques
pour la Fondation pour
l'alphabétisation et le
Fonds de solidarité FTQ

Le 21 février 2018

TABLE DES MATIÈRES

I – Sommaire exécutif	p.3
II – Introduction	p.4
III – Revue de la littérature	p.5
IV – Analyse des données des différentes enquêtes internationales	p.8
V – Profil socioéconomique et niveau de littératie	p.11
VI – Comparaisons canadiennes et internationales	p.16
VII – Modélisation de gains économiques potentiels	p.18
VIII – L'enjeu du déclin manufacturier	p.21
IX – Régionalisation des résultats	p.22
X – Conclusion	p.24
XI – Recommandations	p.25
XII – Références	p.27

I – SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le Québec affiche un retard par rapport à la moyenne canadienne et son voisin ontarien en matière de littératie. Ce retard se traduit par des enjeux d'employabilité, notamment chez les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi.

La présente étude estime qu'un jeune travailleur n'atteignant pas le niveau 3 du PEICA en littératie coûte en moyenne 200 000 dollars à la société québécoise en revenus potentiellement perdus.

Les sources du faible niveau en littératie sont nombreuses. Le décrochage scolaire demeure un enjeu important, alors que 13 % des Québécois de 16 à 65 ans n'atteignent pas le niveau 3 du PEICA et n'ont pu obtenir un diplôme d'études secondaires (DES).

Parmi la population âgée de 16 à 65 ans ayant obtenu un DES, 24,1 % n'atteint pas le niveau 3 du PEICA en littératie. Ce pourcentage représente près de 2,2 millions de Québécois.

Une scission démographique est à noter dans les résultats du PEICA, alors que les répondants québécois de 45 à 65 ans n'atteignent pas le niveau 3 dans une proportion de 63,5 %, soit plus de 21 points de pourcentage que les répondants plus jeunes.

Si le Québec souhaite rattraper l'Ontario en matière de littératie, 352 350 Québécois de plus devraient atteindre minimalement le niveau 3 du PEICA. Ce faisant, 306 367 travailleurs amélioreraient leurs revenus en lien avec une hausse de leurs compétences en littératie et 45 983 prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi se retrouveraient en situation d'emploi.

Les impacts économiques d'un tel rattrapage sont multiples, mais citons les économies annuelles de 328 millions de dollars réalisées par les deux paliers gouvernementaux en dépenses de programme et une injection annuelle de 2,1 milliards de dollars en revenus supplémentaires dans l'économie québécoise. Les effets directs sur le PIB sont estimés à 4,9 milliards de dollars, soit 1,4 %.

Par ailleurs, le secteur manufacturier québécois est particulièrement touché par l'enjeu d'employabilité de ses travailleurs en raison du faible niveau de littératie qui y est recensé. Près de deux travailleurs sur trois (62,6 %) ont des difficultés de littératie dans ce secteur économique. Avec le bouleversement que connaît le secteur manufacturier, des milliers de travailleurs sont à risque de se retrouver sans emploi, tout en ayant des enjeux importants en matière de littératie.

En créant un indice québécois et en régionalisant des enjeux d'employabilité en lien avec la littératie, on note que la Mauricie et Montréal font moins bien que les autres régions québécoises. Cet indice est compilé en fonction du nombre de prestataires d'assurance-emploi et d'assistance-emploi et du poids du secteur manufacturier de chacune des régions.

Finalement, l'étude fait cinq recommandations afin d'améliorer le bilan québécois en littératie. Il est recommandé de mieux cibler les clientèles de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi ayant des enjeux en littératie et d'offrir des formations appropriées. Un plan d'amélioration des compétences en littératie, sous un modèle de formation continue, devrait être développé en milieu de travail, prioritairement dans le secteur manufacturier. Les efforts pour lutter contre le décrochage scolaire doivent continuer et s'appuyer sur les meilleures pratiques internationales en la matière et la performance du DES en littératie doit être évaluée. Les faibles résultats des répondants issus de la francophonie au PEICA doivent être mieux compris et analysés. Il est étonnant de voir le Québec, la France et le Nouveau-Brunswick sous la moyenne de l'OCDE.

II – INTRODUCTION

La notion d'employabilité en économie du travail, une discipline des sciences économiques, met en relief un ensemble de compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi. Ces compétences peuvent varier selon le secteur d'activité.

L'employabilité a connu plusieurs soubresauts dans les dernières décennies : pensons aux compétences liées à la maîtrise de certains outils informatiques. On peut parler d'une complexification des compétences liées à l'emploi. Cette mouvance quant à la composition des compétences nécessaires afin d'atteindre un certain seuil d'employabilité varie selon les secteurs d'activité. L'un d'entre eux, le manufacturier, connaît une transformation en profondeur de son fonctionnement, ce qui chamboule au passage les critères d'employabilité.

C'est ainsi que des organisations internationales telles les Nations Unies (ONU) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont fait de l'employabilité une priorité en matière de politique publique depuis la fin des années 90.

L'ONU, dans son plan d'action de lutte contre le chômage chez les jeunes de 2001, recommande aux états membres de revoir leur système d'éducation, de formation professionnelle et leur réglementation du travail afin d'assurer une meilleure transition entre l'école et le milieu de travail.

L'OCDE a évoqué dès 1994 une emphase particulière sur la notion d'employabilité en demandant que les politiques nationales touchant le marché du travail contribuent à briser une division dite dysfonctionnelle entre les salariés et les sans-emplois. Le Québec a suivi une tendance occidentale en faisant bifurquer son système d'éducation vers une approche par compétence.

Bien que les appels de l'ONU et de l'OCDE se soient basés sur une lecture liée à la transformation économique, il importe de constater l'accélération de cette transformation dans les dernières années. Cette accélération a été galvanisée notamment par une série d'innovations technologiques et numériques.

Conséquemment, la population active et non-active (apte à l'emploi) ayant des défis d'employabilité, incluant des difficultés de littératie, se retrouve dans une situation encore plus difficile qu'au tournant du millénaire alors que les avertissements des institutions économiques internationales fusaient.

Mesurer ce défi de compétences en littératie et le lier aux changements actuels dans le marché du travail permettra de bien cerner les menaces d'un déclin de l'employabilité au Québec, et à l'inverse, d'estimer un gain potentiel en améliorant ce bilan.

III – REVUE DE LA LITTÉRATURE

La Fondation pour l’alphabétisation et le Fonds de solidarité FTQ souhaitent comprendre le lien entre les niveaux de compétence en littératie compilés par le programme pour l’évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) et l’employabilité des répondants. Dans une économie en pleine mutation, notamment avec le déclin de l’emploi manufacturier traditionnel, l’hypothèse d’une décroissance de l’employabilité des répondants ayant des enjeux de littératie est à envisager.

À cet égard, un certain nombre de publications institutionnelles et universitaires mettent en relief des éléments théoriques et empiriques en lien avec l’hypothèse retenue. Ces liens entre compétences et des aspects du marché du travail s’expriment par plusieurs variables : revenu, statut salarial, précarité ou encore le secteur de travail.

Statistique Canada publiait en septembre 2016 « *Les compétences en littératie chez les francophones du Nouveau-Brunswick : enjeux démographiques et socioéconomiques* » des démographes Julien Bérard-Chagnon et Jean-François Lepage. Le rapport met en lien les faibles résultats obtenus par les francophones du Nouveau-Brunswick au PEICA avec un certain nombre de facteurs socioéconomiques, dont l’emploi. Selon les auteurs, plus de 60 % des francophones du Nouveau-Brunswick se sont classés aux niveaux inférieur, 1 et 2 du PEICA. La scolarisation et le capital culturel sont des éléments explicatifs importants dans la compréhension de ces résultats. Un déclin du capital culturel aurait favorisé une émigration des travailleurs les plus éduqués. Une conséquence de ce mouvement migratoire fut d’accélérer le vieillissement de la population et de réduire la création d’emplois. Les faibles niveaux de scolarisation des francophones du Nouveau-Brunswick se traduisent par un marché de l’emploi demandant peu de compétences. La situation au nord du Nouveau-Brunswick serait encore plus grave.

En février 2016, les économistes Andrew Heisz, Geranda Notten et Jerry Situ publiaient pour Statistique Canada « Le lien entre les compétences et le faible revenu ». Les auteurs y ont mis en relation les données du PEICA et celles de l’étude longitudinale et internationale des adultes (ELIA). Le revenu médian des répondants de la catégorie inférieure des compétences en littératie (niveau 1 ou inférieur) était de 49 700 \$, alors qu’il se chiffrait à 84 600 \$ pour les répondants des niveaux 4 et 5. Les auteurs identifient que 29 % des répondants (niveau 1 et inférieur) vivaient dans un ménage à faible revenu. Cette donnée chute à 8 % pour les répondants des niveaux 4 et 5, confirmant une précarité financière pour une strate des répondants des niveaux 1 et inférieurs.

Une étude de 2015 de l’OCDE « Les jeunes, les compétences et l’employabilité » met en lien les données internationales de 2012 du PEICA et certaines variables socio-économiques des 16 à 29 ans. À cet égard, 10 % des nouveaux diplômés se situeraient dans les niveaux inférieurs, 1 et 2 du PEICA. Cette mesure atteint 40 % pour les jeunes qui ont quitté l’école avant la fin des études secondaires.

L’Institut de la statistique du Québec (ISQ) a produit le Rapport québécois du Programme pour l’évaluation internationale des compétences des adultes en 2015 et a dégagé certains constats. Premièrement, il ressort qu’un Québécois de 16 à 65 ans sur cinq a des capacités très limitées à traiter l’information, que ce soit en littératie (19%), en numératie (21%) ou en résolution de problèmes dans des environnements technologiques (RP-ET) (19%). Les auteurs mentionnent que ces adultes sont très faiblement outillés pour répondre aux exigences de plus en plus élevées de la société actuelle. Le rapport démontre que le pointage des jeunes de 16 à 24 ans dépasse celui des 25 à 44 ans en littératie, en numératie et en RP-ET.

Selon l’analyse de l’ISQ, le Québec affiche l’un des plus faibles taux de participation à des formations non formelles au Canada, soit des formations visant à bonifier des compétences, mais à l’extérieur du lieu de travail. Le quart des salariés auraient indiqué avoir besoin de formations additionnelles ; les hommes,

les travailleurs de 35-54 ans, ceux occupant des emplois plus qualifiés ou les mieux rémunérés sont proportionnellement plus nombreux dans cette situation. Des pistes de recherche sont proposées : comprendre les facteurs liés au développement des compétences en milieu de travail, effectuer des analyses afin de comprendre les écarts entre le Québec et le reste du Canada ou d'autres pays, cerner la contribution respective de différentes pratiques en dehors du travail au maintien ou au développement des compétences, approfondir les liens entre les différents types de compétence et analyser les autres compétences « génériques » et mieux saisir les facteurs contribuant aux écarts entre certains groupes.

Au Royaume-Uni en 2013, la *Youth Literacy and Employability Commission*, un partenariat entre le *National Literacy Trust* et le Parlement britannique, publia un rapport important sur le chômage chez les jeunes. Un cinquième des jeunes de 18 à 24 n'étaient pas aux études ou au travail, un phénomène attribuable à de bas niveaux de littératie. Les auteurs mettent en relief l'absence de consensus sur le concept même de la littératie et sur la confusion du rôle du milieu du travail dans la détermination des compétences à être enseignées par le système de l'éducation. Le rapport recommanda de viser particulièrement la strate des 11 à 14 ans afin de les exposer à un premier contact avec le milieu du travail pour ainsi leur démontrer l'importance de la littératie. Une définition commune de la littératie partagée entre le milieu scolaire et du travail devrait être développée et incluse dans le cursus scolaire selon les auteurs du rapport.

En 2011, Statistique Canada présente globalement les résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes (ELCA). Cette enquête internationale compilée entre 2003 et 2008 fait suite à une première enquête internationale : l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) menée entre 1994 et 1998. Les compétences de base mesurées par l'ELCA comprennent la compréhension de textes suivis, la compréhension de textes schématiques, la numératie et la résolution de problèmes. Les compétences supplémentaires évaluées indirectement incluent la connaissance et l'utilisation des technologies de l'information. Cet ouvrage présente les résultats globaux des onze pays ou régions ayant recueilli les données de l'ELCA.

En Australie en 2008, les économistes W. Archer et J. Davidson recommandèrent au Conseil de l'industrie et de l'éducation qu'un nouvel ensemble de compétences axé sur l'employabilité soit développé. Ainsi, 70 % des employeurs australiens évoquaient que la littératie était une compétence importante pour les employés recherchés. Cette proposition visant à créer un nouvel ensemble de compétences incluait les composantes suivantes : des compétences fondatrices en littératie et numératie, en technologies de l'information, une pensée critique et créative, de l'organisation et planification, de l'autogestion, de la propension à la formation permanente et la collaboration. Cet ensemble contrastait avec les compétences identifiées par le comité de réflexion précédent (Mayer en 1992). Ce dernier reposait largement sur des compétences intellectuelles. La modernisation de l'économie est la principale raison de cette proposition, alors que de nouvelles compétences doivent inspirer les cursus de formation afin de maximiser l'employabilité des Australiens.

En 2008, Pierre Fortin de l'UQAM développe une équation visant à quantifier le coût du décrochage scolaire au Québec. Selon ses estimations, le revenu moyen d'un travailleur sans diplôme était de 25 000 \$ par année (avec les avantages sociaux). Avec un diplôme d'études secondaires ou professionnelles (DES ou DEP), le revenu augmentait de 15 % et le taux d'emploi de 10 %. L'impact sur le revenu moyen était alors augmenté de 6 250 \$ par année. En évaluant qu'un jeune passera 45 ans sur le marché du travail, soit de l'âge de 20 ans à 65 ans, Fortin multiplie et indexe l'augmentation salariale par 45 pour en arriver à un différentiel salarial de 420 000 \$. Il ajoute à ce montant 40 000 \$ en dépenses en santé supplémentaires. Il conclut donc que chaque décrocheur coûte 460 000 \$. De cette somme, 30 % sont d'éventuelles retombées fiscales.

L'ISQ publie en 2006 une analyse à partir de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), soit la composante canadienne de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes (ELCA). Celle-ci a été réalisée auprès de 4 166 ménages québécois. L'analyse de l'ISQ clarifie les notions de littératie et d'alphabétisme. La littératie y est conceptualisée comme un continuum reflétant une gradation des compétences que doivent utiliser les adultes afin de maîtriser de l'information écrite pour fonctionner en situation de travail ou dans la vie de tous les jours.

Ainsi, il est évalué que la proportion de la population québécoise âgée de 16 à 65 ans qui atteint ou dépasse le seuil de compétence jugé nécessaire (niveau 3) est d'environ 51 % en compréhension de textes suivis, 49 % en compréhension de textes schématiques et 47 % en numératie. Pour ce qui est du niveau 1, 16 % des Québécois de 16 à 65 ans s'y situent en compréhension de textes suivis, 18 % en compréhension de textes schématiques et 20 % en numératie. Dans tous les domaines, les 16-25 ans ont de meilleures performances que leurs aînés et présentent des résultats qui ne se différencient pas de la moyenne canadienne. C'est principalement chez les répondants plus âgés que les performances sont plus faibles.

Les économistes de l'Université d'Ottawa, Serge Coulombe, Jean-François Tremblay, et Sylvie Marchand publient en 2004, pour Statistique Canada, une analyse économétrique de panel composée de 14 pays de l'OCDE à partir des données de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA).

Ils bâtissent une série chronologique incluant les données des jeunes adultes âgés de 17 à 25 ans dans la période 1960 – 1995 et modélisent la croissance économique des pays de l'échantillon en fonction de variables socio-économiques, dont les compétences en littératie et numératie. Cette analyse quantitative démontre la relation directe entre les compétences et le PIB, selon les résultats moyens de l'EIAA.

Les auteurs concluent que les retombées à long terme de l'investissement en littératie sont près de trois fois plus importantes que celles de l'investissement en capital physique. Une économie nationale affichant des résultats en littératie de 1 % supérieurs à la moyenne de l'OCDE voit sa productivité du travail de 2,5 % supérieure à celle des autres pays et un PIB par habitant de 1,5 % supérieur, en moyenne. Pour le Canada, chaque hausse de 1 % du niveau global de littératie permettrait d'engendrer une augmentation du PIB de 32 milliards de dollars.

Les conclusions de Coulombe, Tremblay et Marchand (2004) sont en lien avec les modèles théoriques de croissance économique endogène. Cette nouvelle approche en analyse de croissance économique met en relief la performance économique avec le capital humain, l'innovation et la recherche et développement ; tranchant avec le modèle de croissance économique néoclassique de Solow-Swan (1956). Les économistes Paul Romer (1986, 1990), Robert Barro et Xavier Sala-i-Martin ont largement contribué à cette nouvelle lecture de la croissance économique.

Les travaux académiques antérieurs à cette période se butaient à la difficulté empirique de bien valider le lien entre la littératie et le marché du travail. Les économistes des universités Sheffield et Cambridge, S. McIntosh et A. Vignoles, exprimaient en 2001 qu'au-delà de la corrélation entre les années de formation académique et le succès estimé sur le marché du travail, peu de données permettaient de faire un lien similaire entre la littératie, la numératie et cette notion de succès. En utilisant les données britanniques du *National Child Development Study*, les auteurs déterminent une importante corrélation entre la littératie et les revenus.

IV – ANALYSE DES DONNÉES DES DIFFÉRENTES ENQUÊTES INTERNATIONALES (EIAA, ELCA-EAICA, PEICA)

Il n'existe pas de données annuelles canadiennes sur les niveaux de compétence en littératie, ce qui empêche de suivre de façon plus serrée l'évolution de celle-ci.

En 1986, une première enquête fut produite et financée par la chaîne de journaux Southam News. L'objectif y est de mesurer le taux d'analphabétisme au Canada, soit les adultes pouvant difficilement lire et écrire. Ce taux pour les francophones est alors estimé à 28 %.

En 1989, Statistique Canada produit l'Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées au quotidien (ECLEUQ). Les résultats de l'ECLEUQ sont répartis sur quatre niveaux. Une répartition qui ne permet pas de distinguer finement la gradation des compétences en littératie. Selon cette enquête, 19 % des Québécois se retrouveraient dans les échelons inférieurs - soit avec des compétences les empêchant de bien fonctionner en société au chapitre de la lecture et de l'écriture.

L'EIAA de 1994 est la première enquête qui évalue la performance des Canadiens sur trois types de compétences : les textes suivis, les textes schématiques et le quantitatif. Avec une approche plus précise quant à l'élaboration de niveaux de performance, l'enquête cible plus clairement les défis en matière d'alphabetisme. Sur une échelle de 1 à 5, le niveau 3 est considéré comme étant le seuil minimum associé à des compétences permettant à un individu de bien fonctionner. À cet égard, 47,5 % des Québécois ne franchissaient pas le seuil du troisième niveau.

La méthodologie de l'EIAA a mis la table pour les enquêtes de 2003 de l'ELCA, dont le volet canadien est l'EIACA et du PEICA (2012). L'ELCA inclut différents pays et établit donc des mesures comparables à l'international. Quatre compétences sont analysées par l'ELCA : la compréhension de textes suivis et de textes schématiques, la numératie et la résolution de problèmes. L'EIACA, tout comme l'EIAA, se détache d'une notion dichotomique d'alphabetisme afin d'engendrer un spectre analytique sur des compétences évolutives en littératie.

Les données recensées depuis 1989 sont donc difficilement comparables en raison d'enjeux méthodologiques. Par contre depuis l'EIAA, une certaine base commune prévaut dans les enquêtes internationales. Ce faisant, on constate que le seuil de Québécois ne franchissant pas un niveau acceptable en littératie se maintient dans une proportion allant de 47,5 % à 53,3 %. Un certain déclin est même observable depuis l'enquête de 1994.

Tableau I – Résultats des enquêtes sur la littératie au Québec – 1989 à 2012

ECLEUQ (1989) – Québec (16 – 69 ans)

Niveau 1 : 6 %

Niveau 2 : 13 %

TOTAL : 19 %

EIAA (1994) – Québec (16 – 65 ans)

Niveau 1 : 21,1 %

Niveau 2 : 26,4 %

TOTAL : 47,5 %

EIACA (2003) – Québec (16 – 65 ans)

Niveau 1 : 17 %

Niveau 2 : 33 %

TOTAL : 50 %

PEICA (2012) – Québec (16 – 65 ans)

Niveau 1 : 19 %

Niveau 2 : 34,3 %

TOTAL : 53,3 %

Il importe à cette étape de considérer la croissance importante observée en matière de scolarisation depuis les années 60. Selon les données de Statistique Canada publiées pour le centenaire de la confédération en 1967, une grande partie de la population masculine ne dépassait pas le seuil de quelques années de scolarisation secondaire au Canada. Ce pauvre bilan fut aussi documenté par les travaux de la Commission Parent, soit la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec.

Tableau II – État de la scolarisation chez la population masculine en 1965

Cohorte	En partie (primaire)	En partie (secondaire)	Total
20 – 24 ans	10,1 %	38,8 %	48,9 %
25 – 34 ans	15,7 %	36,0 %	51,7 %
35 – 44 ans	19,6 %	33,0 %	52,6 %
45 – 54 ans	24,9 %	27,4 %	52,3 %
55 – 64 ans	34,7 %	19,7 %	54,4 %
65 ans +	44,3 %	13,9 %	58,2 %

Source Statcan 1967

Entre 1961 et 1965, les travailleurs canadiens peu scolarisés se retrouvaient en grand nombre à occuper des métiers dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication. Entre 1901 et 1961, la part des emplois dans le domaine de l'agriculture est passée de 40,3 % à 10,0 %, poussant davantage de Canadiens à poursuivre leurs études. Cette transformation du marché du travail peut expliquer la réduction de près de dix points de pourcentage au chapitre de la faible scolarisation entre la cohorte des 65 ans et plus et celle des 20 – 24 ans en 1965. La structure du marché du travail semble avoir un impact sur la scolarisation et implicitement sur les compétences en littératie.

Tableau III – Répartition de la main-d'œuvre par les secteurs plus importants (15 ans ou plus en 1961)

Principaux secteurs	% emploi total
Fabrication, mécanique et manoeuvre	21,4 %
Emplois de bureau	12,7 %
Services	12,4 %
Agriculture	10,0 %
Professions libérales	9,8 %

Source Statcan 1967

V – PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE ET NIVEAU DE LITTÉRATIE

Les données du PEICA de 2012 ont été amassées auprès de 5 911 Québécoises et Québécois (taux de réponse de 62,5 %) entre novembre 2011 et juin 2012. L'évaluation fut réalisée en deux étapes: un questionnaire administré par un interviewer au domicile du répondant et une évaluation des compétences par ordinateur ou papier. Ainsi, les répondants sont classés selon six niveaux :

Tableau IV – Niveaux de littératie – PEICA (2012)

Inférieur au niveau 1 (score de 0 à 175)

Vocabulaire de base et capacité à lire des textes courts, simples et familiers. Capacité d'identifier dans le texte court une information identique à celle donnée dans une question.

Niveau 1 (score de 176 à 225)

Compréhension du vocabulaire et des phrases de base. Réalisation de lectures de complexité limitée. Les textes ne contiennent que très peu d'informations contradictoires.

Niveau 2 (score de 226-275)

Capacité d'intégrer au moins deux informations en fonction de critères donnés, de les comparer, de les mettre en opposition et d'y réfléchir. Capacité de repérer des informations dans différentes parties d'un document.

Niveau 3 (score de 276-325)

Compréhension des textes plus complexes et longs avec plusieurs informations.

Niveau 4 (score de 326-375)

Capacité à interpréter ou résumer des informations tirées de textes longs et complexes, comprenant des informations contradictoires.

Niveau 5 (score de 376-500)

Intégration provenant de plusieurs textes longs. Évaluation des idées et des arguments.

L'hypothèse que les niveaux inférieurs, 1 et 2 illustrent une problématique quant à l'employabilité des gens qui s'y retrouvent, notamment dans une économie en mutation, doit être vérifiée.

À cet égard, le profil socioéconomique des répondants devrait être sous la moyenne québécoise selon certaines variables.

L'une des premières observations tient à la distribution démographique des données. Celles-ci indiquent que les difficultés de littératie sont plus présentes chez les 45 - 65 ans. En extrapolant les résultats du PEICA à l'ensemble de la population québécoise, on arrive à estimer la taille de la population québécoise (16 – 65 ans) s'y retrouvant. Il est aussi intéressant de constater que la distribution de la population entre les différents niveaux est différente chez les 16 – 24 ans que chez les 25 – 44 ans; les plus jeunes étant plus nombreux à se retrouver au niveau 2 (34,1 % vs 28,6 %). La situation est à l'inverse chez les 45 – 65 ans, alors que ceux-ci présentent un plus grand nombre d'individus se retrouvant au niveau inférieur (5,6 %).

Tableau V – Composition démographique (% de la population) des niveaux inférieurs, 1 et 2 de littératie au Québec (PEICA 2012)

16-24 ans : 3,0 % (inférieur) 11,6 % (niveau 1) 34,1 % (niveau 2) 48,7 % (total)
25-44 ans : 2,8 % (inférieur) 10,7 % (niveau 1) 28,6 % (niveau 2) 42,1 % (total)
45-65 ans : 5,6 % (inférieur) 19,7 % (niveau 1) 39,2 % (niveau 2) 63,5 % (total)

Source : Institut de la Statistique du Québec

Les données du PEICA 2012 montrent que plus d'un million de Québécois (1 018 331) de 16 à 65 ans, soit 18,4 % de cette population, se retrouvent aux niveaux les plus faibles (niveau inférieur et niveau 1).

En ajoutant le niveau 2, c'est près de trois millions de Québécois (2 903 785) de 16 à 65 ans qui sont aux prises avec des enjeux de littératie. Cette somme impressionnante révèle un bassin important de Québécois avec potentiellement des enjeux d'employabilité, la littératie étant l'une des compétences de base en lien avec la réussite sur le marché du travail. Afin d'étudier le lien entre l'employabilité et le niveau de compétence en littératie, il importe de bien situer les Québécois ayant un niveau 2 et moins dans le marché du travail.

Tableau VI – Population québécoise se retrouvant dans les niveaux inférieurs, 1 et 2 du PEICA (2012)

16 à 24 ans : 27 395 (inférieur) 105 929 (niveau 1) 311 394 (niveau 2) 444 719 (total)
25 à 44 ans : 60 082 (inférieur) 229 601 (niveau 1) 613 699 (niveau 2) 903 383 (total)
45 à 65 ans : 112 695 (inférieur) 482 629 (niveau 1) 960 358 (niveau 2) 1 555 683 (total)
Population totale pour les niveaux 2, 1 et inférieur : 2 903 785

Source : Institut de la Statistique du Québec

En reliant les données du PEICA (2012) à celles de l'Enquête sur la population active du Canada (EPA), il est possible d'évaluer le nombre de salariés se situant dans les niveaux de compétence en littératie les plus faibles et leur secteur d'activité.

C'est ainsi que près de deux millions de Québécois (1 932 434) actifs sur le marché de l'emploi se situent dans les niveaux inférieurs quant à leurs compétences en littératie. Ces données couvrent la population québécoise âgée de plus de 15 ans, soit une population différente que celle évaluée par le PEICA (16 – 65 ans).

**Tableau VII – Profil des salariés en matière de littératie
(% de la population salariée et nombre selon le niveau) (2012)**

Niveau inférieur et 1	15,5 %	617 582
Niveau 2	33,0 %	1 314 582
Total	48,5 %	1 932 434

Données extrapolées de l'EPA de Statistique Canada 2012

Implicitement en faisant la même juxtaposition entre les données du PEICA et celles de l'EPA en ce qui a trait au nombre de prestataires de l'assurance-emploi, et des données du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale concernant le nombre de prestataires d'allocations sans contrainte à l'emploi, on arrive à estimer le nombre de Québécois, au chômage ou l'assistance-emploi, n'atteignant pas le niveau 3 en compétence de littératie.

**Tableau VIII – Profil des chômeurs en matière de littératie
(% de la population chômeuse et nombre selon le niveau) (2012)**

Niveau inférieur et 1	23,8 %	80 202
Niveau 2	37,0 %	124 684
Total	60,8 %	204 886

Données extrapolées de l'EPA de Statistique Canada 2012

**Tableau IX – Profil des prestataires d'assistance-emploi en matière de littératie
(% de la population prestataire et nombre selon le niveau) (2012)**

Niveau inférieur et 1	29,6 %	37 343
Niveau 2	37,9 %	47 815
Total	67,5 %	85 158

Données extrapolées de l'EPA de Statistique Canada 2012 et du MESS

Les différences observées entre le pourcentage des populations québécoises en situation de chômage (60,8 %) ou d'assistance-emploi (67,5 %) se situant sous le niveau 3 en matière de littératie et de cette même mesure pour les salariés (48,5 %), confirment un lien important entre l'employabilité et la littératie. Si le niveau de compétence en littératie, soit le seuil sous le niveau 3, était le même entre les salariés, les chômeurs et les prestataires de l'assistance-emploi, c'est 149 373 individus qui se retrouveraient en situation d'emploi.

Les données du PEICA révèlent par ailleurs que les Québécois issus de l'immigration représentent une population particulièrement à risque en ce qui concerne la littératie. Peu importe le statut d'immigration (immigrant reçu ou immigrant récent), 60,2 % de la population immigrante du Québec n'atteint pas le niveau 3 de compétence en littératie, alors qu'une bonne partie des immigrants sélectionnés par le gouvernement du Québec le sont en raison de leur compréhension de la langue française.

L'analyse pointue des données socioéconomiques des répondants au PEICA nous permet d'identifier des aires de concentration dans lesquelles on retrouve davantage de Québécois se classant sous le niveau 3 de compétence en littératie. Outre les données sur le chômage et la population inactive, des secteurs économiques précis présentent plus de répondants se classant sous le niveau 3.

Par ailleurs, les données du PEICA nous permettent de classer les répondants en fonction de leur niveau scolaire. La corrélation entre le nombre d'années de scolarisation et le niveau de compétence en littératie est évidente. En croisant les données de scolarisation et celles sur la rémunération de la population active, il est possible d'estimer les salaires moyens en fonction des deux variables suivantes : le niveau de scolarisation et le niveau de compétence en littératie. Cette analyse croisée amène un fin niveau analytique dans l'identification des aires de concentration en bas niveau de littératie.

**Tableau X – Croisement entre niveau de littératie et niveau de scolarisation
(% pop 16 – 65 ans)**

	Sans DES	Avec DES	Post-DES	Universitaire
Niveau 1 et inf.	7,91 %	7,83 %	1,92 %	1,26 %
Niveau 2	5,96 %	16,27 %	6,93 %	5,07 %
Niveau 3	2,22 %	12,26 %	10,05 %	10,95 %
Niveau 4 et 5	0,11 %	1,87 %	2,9 %	6,42 %

Source : ISQ et compilation

Le tableau X confirme que le décrochage scolaire crée des problèmes au chapitre des compétences en littératie, alors que 13,87 % des Québécois de 16 à 65 ans ne détiennent pas le diplôme d'études secondaires (DES) et n'atteignent pas le niveau 3 en littératie, soit près de 764 000 personnes.

Toutefois le tableau X démontre que le décrochage scolaire n'est pas le seul responsable des difficultés en littératie. Malgré l'obtention d'un DES, 24,1 % des Québécois de 16 à 65 ans ne dépassent pas le niveau 2 et 8,85 % des Québécois ont à la fois fait des études post-secondaires (sans diplomation universitaire) tout en n'atteignant pas le niveau 3 en littératie. Au total, c'est près de 2,2 millions de Québécois scolarisés (DES minimum) qui n'atteignent pas le niveau 3 en littératie. Ce constat soulève un questionnement quant à la qualité du DES en lien avec les compétences recherchées en littératie et le maintien de ces compétences suite à la diplomation.

De plus, en liant les données salariales du PEICA aux résultats du tableau X, il est possible d'évaluer un salaire horaire moyen en fonction du niveau de compétence en littératie.

Tableau XI – Salaire horaire et annuel moyen par niveau de compétence en littératie

	horaire	annuel
Niveau 1 et inférieur	18,35 \$	33 377 \$
Niveau 2	20,17 \$	36 707 \$
Niveau 3	22,42 \$	40 798 \$

Source : ISQ et compilation

VI – COMPARAISONS CANADIENNES ET INTERNATIONALES

Le PEICA fut administré à 24 pays et à l'ensemble des provinces canadiennes. Le Québec affiche un retard face à certaines provinces au chapitre de l'évaluation des compétences en littératie. La part de la population de 16 à 65 ans n'atteignant pas le niveau 3 en littératie est de 53 % au Québec, alors qu'il atteint 49 % au Canada et 46,8 % en Ontario.

Tableau XII – Canada et provinces : niveaux de littératie, PEICA (2012)

	% niv 2 et -	% niv 3 et +
Canada	48,5	51,5
Québec	53,2	46,8
Terre-Neuve	56,8	43,2
N-Brunswick	53,5	46,5
Ontario	46,8	53,2
I-P-E	45,3	54,7
N-Écosse	50,3	49,7
Manitoba	48,3	51,7
Saskatchewan	49,9	50,1
C-Britannique	45,9	54,1

Source : Cansim – Statistique Canada

Seules les provinces de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick font moins bien en matière de littératie que le Québec, avec 43,2 % et 46,5 % de leur population de 16 à 65 ans se classant dans les niveaux 3, 4 et 5 de l'évaluation du PEICA (2012). **Le Québec se retrouve à 4,7 points de pourcentage sous la moyenne canadienne selon ce critère et à 6,4 points de pourcentage de l'Ontario.**

À l'international, le Québec se classe sous la moyenne de l'OCDE, dont 52 % de la population de 16 à 65 ans se situe dans les niveaux 3, 4 et 5 en littératie selon les données du PEICA (2012).

Une attention particulière est attribuée à la France en raison de la langue commune avec le Québec. L'Hexagone affiche des résultats plus bas que la moyenne de l'OCDE avec 42 % de la population de 16 à 65 ans se situant dans les niveaux 3, 4 et 5 en littératie. Un clivage important entre les répondants français de moins de 35 ans et ceux de plus de 55 ans est à noter, les plus âgés se retrouvant dans une proportion trois fois plus élevée au niveau 1 ou inférieur en littératie.

À l'exception des résultats japonais, néerlandais, finlandais et australiens, l'essentiel des pays participants se retrouve à l'intérieur d'un écart de 5 points de pourcentage.

Tableau XIII – Résultats internationaux en littératie (PEICA 2012)

	% niv 2 et -	% niv 3 et +
OCDE	48	52
Japon	28	72
Pays-Bas	39	61
Finlande	39	61
Australie	43	57
Canada	48,5	51,5
Allemagne	52	48
États-Unis	52	48
France	58	42
Québec	53,2	46,8

Source OCDE

VII – MODÉLISATION DE GAINS ÉCONOMIQUES POTENTIELS

La concentration plus élevée de répondants au PEICA, ayant des enjeux de littératie (niveau 2 et inférieurs) et se retrouvant prestataires des programmes d'assurance-emploi ou d'assistance-emploi, confirme le lien entre employabilité et littératie.

L'Ontario fait mieux que le Québec au chapitre de la littératie, avec 46,8 de sa population de 16 à 65 ans se retrouvant sous le niveau 3 du PEICA (53,2 pour le Québec).

Ainsi :

T_{ont} : % population ontarienne sous le niveau 3 du PEICA (16 à 65 ans)

T_{qc} : % population québécoise sous le niveau 3 du PEICA (16 à 65 ans)

$$\Delta (T_{ont} - T_{qc}) = 46,8 - 53,2 = -6,4$$

pop_{qc2} : niveau de la population québécoise ajustée pour le niveau ontarien (16 à 65 ans) sous le niveau 3 du PEICA

pop_{qc1} : niveau de la population québécoise actuelle (16 à 65 ans) sous le niveau 3 du PEICA

$$\Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) = 0,064 (pop_{qc}) = 0,064 * 5\,505\,472 = 352\,350$$

$$\Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) = 352\,350$$

Pour que le Québec rattrape le niveau ontarien, 352 350 Québécois de 16 à 65 ans devraient améliorer leur niveau de littératie afin de passer minimalement au niveau 3. Une distribution de prestataires de l'assurance-emploi, de l'assistance-emploi et de travailleurs composerait.

$$\Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1})$$

Ainsi :

$$\beta_1 \Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) + \beta_2 \Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) + \beta_3 \Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) = 352\,350$$

β_1 : taux de présence des niveaux 2,1 et inf. chez les prestataires d'assurance – emploi.

β_2 : taux de présence des niveaux 2,1 et inf. chez les prestataires d'assistance – emploi.

β_3 : taux de présence des niveaux 2,1 et inf. chez les travailleurs

$$\beta_1 = 0,0922 \quad \beta_2 = 0,0383 \quad \beta_3 = 0,8695$$

$$\text{cible ass emp} = \beta_1 * \Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) = 32\,482$$

$$\text{cible assist emp} = \beta_2 * \Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) = 13\,501$$

$$\text{cible trav} = \beta_3 * \Delta (pop_{qc2} - pop_{qc1}) = 306\,367$$

Selon leur distribution dans la population estimée, cette somme se divise entre 13 501 prestataires de l'assistance-emploi, 32 482 prestataires de l'assurance-emploi et 306 367 salariés.

L'un des impacts macroéconomiques d'une telle amélioration du niveau de littératie des Québécois implique des hausses de revenus significatives pour les travailleurs et une création d'emploi pour les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi.

Ainsi :

$\Delta (rev_{qc2} - rev_{qc1})$: l'impact sur les revenus totaux des Québécois en fonction d'un niveau ajusté des répondants au PEICA sous le niveau 3

$\Delta (revtrav_{qc2} - revtrav_{qc1})$: l'impact sur les revenus totaux des travailleurs québécois en fonction d'un niveau ajusté des répondants au PEICA sous le niveau 3

$\Delta (revassur_{qc2} - revassur_{qc1})$: l'impact sur les revenus totaux des prestataires québécois de l'assurance-emploi en fonction d'un niveau ajusté des répondants au PEICA sous le niveau 3

$\Delta (revassist_{qc2} - revassist_{qc1})$: l'impact sur les revenus totaux des prestataires québécois de l'assistance-emploi en fonction d'un niveau ajusté des répondants au PEICA sous le niveau 3

$$\begin{aligned} \Delta(rev_{qc2} - rev_{qc1}) &= \sum (\Delta (revtrav_{qc2} - revtrav_{qc1}) + \Delta (revassur_{qc2} - revassur_{qc1}) \\ &+ \Delta (revassist_{qc2} - revassist_{qc1})) \end{aligned}$$

Le fait d'améliorer ses compétences en littératie, par exemple pour un jeune travailleur, équivaut à un gain de revenus de 202 142 dollars sur sa carrière. Ce résultat est conforme avec les résultats de Fortin (2008) quant à l'évaluation du revenu « perdu » par un décrocheur scolaire. **Chaque jeune Québécois (16 à 25 ans) ayant des enjeux de littératie (niveau 2 et moins) coûte en moyenne un peu plus de 200 000 dollars.** Ces sommes excluent des économies accessoires telles en santé. Fortin (2008) les évaluait à 40 000 dollars par individu.

Plus précisément, en extrapolant sur 45 ans et en indexant pour l'inflation, ce sont des différences de revenus de l'ordre de 272 000 dollars (entre un niveau 3 et un niveau 1) et de 131 000 dollars (entre un niveau 2 et un niveau 1) qui sont estimées.

Au chapitre de programmes de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi (sans contrainte à l'emploi), ce sont des réductions importantes en matière de prestations qui se dégagent d'une amélioration simulée du niveau de littératie des Québécois.

Avec 13 501 prestataires de l'assistance-emploi et 32 482 prestataires de l'assurance-emploi de moins, il est estimé que les deux paliers gouvernementaux économiseraient 330,6 millions de dollars annuellement.

Tableau XIV – Économies potentielles pour l'État d'une amélioration du profil de littératie du Québec en lien avec celui de l'Ontario

Programme	Nb prestataires en moins	Économies ann.
Assistance-emploi (sans contrainte)	13 501 prestataires	103,2 M\$
Assurance-emploi	32 482 prestataires	227,4 M\$

Source : compilation

À ces sources d'économies pour l'État, s'ajoutent de nouveaux revenus associés aux hausses salariales et aux revenus engendrés par les emplois comblés par d'anciens prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi.

Avec 306 367 salariés améliorant leurs revenus en lien avec une hausse de leurs compétences en littératie et 45 983 prestataires des programmes d'assurance-emploi et de l'assistance se retrouvant en situation d'emploi, ce sont **2,12 milliards de dollars en revenus supplémentaires qui seraient injectés dans l'économie québécoise annuellement, si le profil de littératie du Québec était calqué à celui de l'Ontario.**

On peut estimer que 35 % de ce montant serait capté par les autorités fiscales, soit 742 millions de dollars. Ces impacts sont directs et n'incluent pas les effets indirects associés à cet influx de revenus.

De plus, l'injection directe annuelle de revenus de 2,12 milliards de dollars se répercuterait par une hausse du produit intérieur brut québécois (PIB).

Pour l'année de référence, 2011, on peut estimer à **4,9 milliards de dollars l'impact sur le PIB, soit une croissance de 1,4 %**. Celui-ci est lié à la hausse du revenu disponible agrégé en raison de la simulation du rattrapage avec l'Ontario en matière de littératie. **Rattraper l'Ontario en matière de littératie ferait croître le PIB nominal québécois de 1,4 %.**

VIII – L'ENJEU DU DÉCLIN MANUFACTURIER

Le lien entre le revenu personnel, les compétences en littératie et implicitement le niveau d'éducation est direct et amplement documenté dans la littérature scientifique.

Or dans la structure industrielle des économies modernes, on constate certaines distorsions dans cette corrélation. Une partie de la main-d'œuvre manufacturière peut être associée à de bas niveaux de littératie, tout en se qualifiant à des salaires industriels élevés. Ce phénomène réduit donc la portée de la corrélation préalablement illustrée.

C'est ainsi que dans la main-d'œuvre manufacturière québécoise, près de deux travailleurs sur trois (62,6 %) ont des enjeux de littératie (niveaux 2 et moins) selon les données du PEICA.

Tableau XV – Secteur de la fabrication et littératie

% travailleur de l'industrie de la fabrication sous le niveau 3	62,6 % (niveau 2 et inférieur)
Niveau d'emploi (fabrication, Qc 2006)	579 900
Niveau d'emploi (fabrication, Qc 2016)	493 000
Niveau emploi total 2016	4 133 100
Niveau emploi total 2006	3 743 100

Source : ISQ

L'emploi manufacturier est largement en déclin dans les économies avancées en raison de deux phénomènes bien distincts : la délocalisation et l'automatisation. Les économies émergentes font le plein d'emplois manufacturiers depuis quelques décennies. La délocalisation fut entamée par un déplacement des emplois dans le domaine du textile et du vêtement, ce sont désormais des chaînes d'assemblage entières et à forte valeur ajoutée qui sont implantées en Chine, en Asie du Sud-Est, au Mexique, en Europe de l'Est ou encore en Afrique du Nord pour ne nommer que quelques économies émergentes.

Ce phénomène a frappé particulièrement le Québec, qui a vu des pans complets de son industrie manufacturière décliner : le meuble, le vêtement, l'automobile, la métallurgie ou encore l'assemblage. Même l'aéronautique, fer-de-lance de l'industrie manufacturière québécoise, n'a pas échappé à un déplacement de ses activités.

L'automatisation et la robotisation, aussi appelées le « manufacturier avancé » ou encore « manufacturier innovant », sont vues comme le point de salut du secteur manufacturier dans les économies modernes. Cette tendance consiste en d'importants gains de productivité en lien avec des investissements en robotique, technologies de l'information ou encore dans l'utilisation des métadonnées en production. Ces nouvelles technologies requièrent passablement moins de main-d'œuvre manufacturière et plutôt l'embauche de techniciens spécialisés.

C'est donc une véritable transformation, aussi appelée quatrième révolution industrielle, que connaît actuellement le secteur manufacturier.

Au Québec depuis 10 ans (entre 2006 et 2016), ce sont 86 800 emplois manufacturiers qui ont été perdus selon les données de l'ISQ. **On peut donc estimer que 54 336 travailleurs manufacturiers avec des enjeux de littératie se sont retrouvés sans travail pendant cette période. Cette tendance qui efface près de 9 000 emplois manufacturiers par année ne semble pas vouloir ralentir.**

Des travailleurs avec des dizaines d'années d'expérience en usine se retrouvent au chômage avec de probables difficultés à actualiser leurs compétences afin de retrouver un travail dans le même secteur. L'expérience professionnelle de ces travailleurs permet pour certains de se « replacer » dans un poste similaire, d'autres ont dû migrer vers les services et possiblement des emplois plus précaires et avec une rémunération moins élevée. Pour les travailleurs plus âgés, c'est souvent une retraite précipitée et donc moins bien préparée financièrement qui les attend.

Avec une forte proportion de salariés présentant des enjeux de littératie et un déclin du niveau de l'emploi qui continuera, des efforts immédiats et pointus doivent être déployés afin d'accompagner ces travailleurs manufacturiers dans la mise à niveau de leurs compétences. Cette formation continue doit inclure, certes, les nouvelles technologies de fabrication, mais préalablement des compétences de base, incluant la littératie.

IX – RÉGIONALISATION DES RÉSULTATS

Trois zones de concentration de répondants au PEICA n'atteignant pas le niveau 3 en littératie confirment la corrélation entre employabilité et littératie. Les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi en recherche d'emploi et certains travailleurs (particulièrement dans le domaine de la fabrication) ont une propension plus élevée à se retrouver dans les niveaux plus faibles du PEICA en littératie.

À ce titre, ces répondants ne se retrouvent pas de façon homogène sur le territoire québécois. Des particularités régionales en matière de conjoncture économique, de tissu industriel et de composantes sociodémographiques expliquent ces différences.

Un indice peut ainsi être développé afin de quantifier l'employabilité régionale en lien avec les enjeux de littératie.

Ainsi, la Mauricie serait la région affichant les lacunes les plus importantes en employabilité pour les répondants ayant des enjeux de littératie. Les prestataires de l'assurance-emploi, de l'assistance-emploi et les travailleurs manufacturiers mauriciens ayant des enjeux de littératie et implicitement d'employabilité représenteraient 21,9 % de la population de la région. La moyenne québécoise se situe à 15,9 %.

Ce résultat illustre que les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi, ayant des enjeux de littératie, ont plus de difficulté à se trouver un emploi en Mauricie. Les travailleurs manufacturiers y sont aussi plus à risque d'avoir des difficultés d'employabilité advenant une perte d'emploi. La structure du marché de l'emploi et les composantes démographiques sont des éléments importants pour comprendre ces résultats.

Inversement, les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches affichent les meilleurs résultats en employabilité. Les répondants avec des enjeux de littératie y sont plus susceptibles d'y occuper des emplois. La vigueur économique des deux régions et le tissu industriel de Chaudière-Appalaches expliquent ce phénomène.

Tableau XVI – Pourcentage de la population régionale ayant des enjeux d’employabilité en lien avec la littératie (2015)

	Indice %	Taux de chômage
Mauricie	21,9 %	7,9 %
Montréal	21,5 %	10,5 %
Centre-Du-Québec	18,8 %	6,7 %
Estrie	17 %	6,5 %
Gaspésie	15,7 %	14,7 %
Saguenay	15,4 %	8,3 %
Lanaudière	14,8 %	8,4 %
Laurentides	14,4 %	6,1 %
Montréal	14,2 %	5,9 %
Laval	13,4 %	8 %
Abitibi-Témiscamingue	12,1 %	7 %
Côte-Nord	11,5 %	9,8 %
Outaouais	11,3 %	7,4 %
Chaudière-Appalaches	10,6 %	5 %
Capitale-Nationale	10,6 %	4,7 %
QUÉBEC	15,9 %	

Source : *Compilation*

X – CONCLUSION

Le Québec affiche un retard par rapport à la moyenne canadienne et son voisin ontarien en matière de littératie, soit 4,7 points de pourcentage sous la moyenne canadienne et 6,4 points de pourcentage sous le résultat ontarien. Bien qu'un clivage important entre les répondants plus jeunes et plus âgés du PECICA implique une éventuelle amélioration des résultats québécois dans le temps, des concentrations de répondants dans certaines strates socioéconomiques ont un impact sur l'employabilité.

Par exemple, les différences observées entre le pourcentage des populations québécoises en situation de chômage (60,8 %) ou d'assistance-emploi (67,5 %) se situant sous le niveau 3 en matière de littératie et de cette même mesure pour les salariés (48,5 %), confirment un lien important entre employabilité et la littératie.

Le décrochage scolaire demeure préoccupant, particulièrement pour la littératie. Près de 14 % des Québécois de 16 à 65 ans ne détiennent pas le diplôme d'études secondaires (DES) et n'atteignent pas le niveau 3 en littératie, soit environ 764 000 personnes. Un jeune travailleur n'atteignant pas le niveau 3 du PEICA en littératie coûte en moyenne 200 000 dollars à la société québécoise en revenus potentiellement perdus, dont 35 % en retombées fiscales.

Le décrochage scolaire n'est toutefois pas le seul responsable des difficultés en littératie. Malgré l'obtention d'un DES, 24,1 % des Québécois de 16 à 65 ans n'atteignent pas le niveau 3 en littératie, soit près de 2,2 millions de Québécois. Ce constat soulève un questionnement quant à la qualité du DES en lien avec les compétences recherchées en littératie et le maintien de ces compétences suite à la diplomation.

Si le Québec souhaite rattraper l'Ontario en matière de littératie, ce sont près de 350 000 Québécois de plus qui devraient atteindre minimalement le niveau 3 du PEICA. Ce faisant, les deux paliers gouvernementaux feraient des économies annuelles de 328 millions de dollars en réductions de prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi. Au total, c'est 2,1 milliards de dollars en revenus supplémentaires qui seraient injectés dans l'économie québécoise annuellement. L'effet direct sur le PIB québécois serait de 4,9 milliards de dollars.

De plus, le Québec doit mieux soutenir les travailleurs du secteur manufacturier, dont le déclin est continu. Près de deux travailleurs sur trois (62,6 %) ont des enjeux de littératie (niveaux 2 et moins) dans ce secteur industriel.

Dans les dix dernières années, on peut estimer que 54 336 travailleurs manufacturiers avec des enjeux de littératie se sont retrouvés sans travail. Cette tendance qui efface près de 9 000 emplois manufacturiers par année ne semble pas vouloir ralentir. Des efforts immédiats et ciblés doivent être déployés afin d'accompagner ces travailleurs manufacturiers dans la mise à niveau de leurs compétences. Cette formation continue doit inclure, certes, les nouvelles technologies de fabrication, mais préalablement des compétences de base, telle la littératie.

C'est ainsi que le lien entre employabilité et littératie n'est pas homogène au Québec, si on considère trois variables : le nombre de prestataires des programmes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi, et le poids du secteur manufacturier. On constate que la Mauricie et Montréal sont à cet égard les deux régions ayant le lien le plus clair entre employabilité et littératie.

XI – RECOMMANDATIONS

1. Cibler et offrir des formations en littératie auprès des clientèles de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi préalablement évaluées.

La propension de retrouver des citoyens ayant des enjeux de littératie dans les prestataires des programmes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi est fortement plus élevée que dans la population générale. Ainsi, jusqu'à 67 % des prestataires ne dépassent pas le niveau 3 du PEICA en littératie, alors que ce taux atteint 53 % dans la population québécoise.

Des efforts de formation et d'évaluation doivent donc prioritairement viser les prestataires des programmes d'assistance-emploi et d'assurance-emploi. Un programme d'évaluation des compétences en littératie pourrait prendre forme préalablement à l'émission des prestations afin de bien identifier la clientèle à risque.

Un programme de bonification des prestations lié à des formations en littératie pourrait s'ajouter aux outils des deux programmes.

2. Déterminer un plan d'amélioration des compétences en littératie, en milieu de travail, auprès des travailleurs n'atteignant pas le niveau 3 du PEICA.

Les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier et la transformation technologique de ce secteur industriel impliquent une nécessaire formation continue pour les travailleurs. Un tel programme devrait inclure de la formation en littératie pour les travailleurs n'atteignant pas le niveau 3 du PEICA.

Une réforme des lois du travail afin de rendre obligatoire de la formation continue dans tous les secteurs économiques est une avenue à explorer. Le milieu syndical pourrait aussi être mis à contribution.

3. Continuer les efforts de réduction du décrochage scolaire en s'appuyant sur les meilleures pratiques internationales, dont l'identification d'un plus large éventail de compétences de base et d'un lien pratique entre le milieu scolaire et le marché du travail.

Le fait que 14 % des Québécois n'obtiennent pas de diplôme d'études secondaires et n'atteignent pas le niveau 3 du PEICA en littératie confirme une fois de plus tous les efforts nécessaires à réduire le taux de décrochage scolaire au Québec. La récente annonce du ministre de l'Éducation d'augmenter le taux de réussite scolaire à 85 % est certainement un objectif à prioriser.

4. Mieux appuyer l'enseignement de la lecture et de l'écriture et mieux comprendre l'érosion des compétences

Il est étonnant que plus de 24 % des répondants au PEICA et ayant un diplôme d'études secondaires n'atteignent pas le niveau 3.

Il serait pertinent de mieux documenter l'érosion des compétences en littératie suite à la diplomation secondaire pour les répondants ne poursuivant pas des études post-secondaires. Le patrimoine culturel familial, l'accès à la lecture et la maîtrise de la langue sont d'autant d'éléments à évaluer dans cette population.

Le nombre d'heures dédiées à la lecture et l'écriture dans le cursus scolaire et la vie familiale est aussi un élément qui mériterait d'être mis en relation par rapport aux résultats internationaux.

Par ailleurs, l'accès à des ressources spécialisées pour les étudiants en difficulté demeure un point d'appui incontournable pour favoriser l'acquisition des compétences de base.

Afin de freiner l'érosion des compétences dans le temps, notamment pour les répondants ayant seulement un diplôme d'études secondaires comme bagage académique, une promotion de la culture de la lecture doit prendre un essor plus soutenu. La formation continue en milieu de travail, sur les compétences de base, est aussi une avenue à envisager.

**5. Comprendre les résultats plus faibles des francophones au PEICA :
Québec, Nouveau-Brunswick et France.**

Les résultats des francophones au PEICA sont généralement plus faibles que ceux des autres grands groupes linguistiques. Les Québécois performant mieux que les Français et mieux que les francophones néo-brunswickois.

L'enseignement du français et la complexité de la langue sont possiblement des facteurs contribuant aux faibles résultats des répondants francophones du PEICA.

XII – RÉFÉRENCES

BERNÈCHE, Francine, et Bertrand PERRON (2006). Développer nos compétences en littératie : un défi porteur d'avenir. Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, 2003, Institut de la statistique du Québec, 256 p.

CURTIS, David et MCKENZIE, Phillip (2001) : Employability skills for Australian industry : literature review and framework development, Report to: Business Council of Australia Australian Chamber of Commerce and Industry.

COULOMBE, Serge, MARCHAND, Sylvie et TREMBLAY, Jean-François (2004) : Performance en littératie, capital humain et croissance dans quatorze pays de l'OCDE - Statistique Canada

DESROSIERS, Hélène, Virginie NANHOU, Amélie DUCHARME, Luc CLOUTIER-VILLENEUVE, Marc-André GAUTHIER et Marie-Pier LABRIE (2015). Les compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques : des clefs pour relever les défis du XXI^e siècle. Rapport québécois du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), Québec, Institut de la statistique du Québec, 249 p.

KPMG and NATIONAL LITERACY TRUST (2013). Youth Literacy and Employability Commission. The report of the All-Party Parliamentary Literacy Group.

MCINTOSH, S. et VIGNOLES A (2001). Measuring and assessing the impact of basic skills on labour market outcomes - S McIntosh, A Vignoles - Oxford Economic Papers.

OCDE et Statistique Canada (2011) : La littératie, un atout pour la vie : Nouveaux résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes, Éditions OCDE.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) et STATISTIQUE CANADA (1995) : Littératie, économie et société. Résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, 217 p.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) (2014). L'Évaluation des compétences des adultes : Manuel à l'usage des lecteurs. 134 p.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CANADA, et STATISTIQUE CANADA (2011). Classification nationale des professions 2011.

STATISTIQUE CANADA (1967). Canada un siècle 1867 – 1967, 503 p.

STATISTIQUE CANADA et ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) (2005). Apprentissage et réussite. Premiers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes, 338 p.

STATISTIQUE CANADA et RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CANADA (RHDCC) (2005). Miser sur nos compétences. Résultats canadiens de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes 2003, 246 p.

UNESCO (2013). Classification internationale type de l'éducation, CITE 2011, Montréal, Institut de statistique de l'Unesco, 88 p.

